

Vers le Sommet de Cotonou (2)

La Francophonie, gardienne de la paix ?

Le Canada pousse pour que le sommet francophone appuie la prévention des conflits

MICHEL VENNE
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Le cheval de bataille du Canada, lors de la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des 47 pays ayant le français en partage, à Cotonou, du 2 au 4 décembre, sera d'amener la Francophonie internationale à s'engager dans des actions de prévention des conflits qui explosent dans des pays membres de cette organisation.

En principe, la résolution de Cotonou devrait engager les Etats membres de la Francophonie en faveur de la prévention des conflits. De même, une série de résolutions seront adoptées pour concrétiser cet engagement, qui restera pour l'heure relativement modeste.

Cette préoccupation du Canada s'inscrit dans la volonté de faire de la Francophonie un instrument de nature davantage politique, sans délaisser son mandat culturel. Jean Chrétien, qui dirigera la délégation canadienne et en sera à son premier sommet, estimerait que la Francophonie est «un peu frileuse» lorsqu'il s'agit d'aborder avec les membres de cette organisation des questions politiques reliées au respect de la démocratie et de l'Etat de droit.

L'engagement de la Francophonie dans la prévention des conflits s'inscrit dans l'appui du Canada à l'agenda pour la paix des nations unies qui prévoit un rôle préventif aux organisations régionales.

Pour le Canada, la prévention des conflits revêt un intérêt particulier. Le pays dépense des milliards de dollars par année pour financer les missions de paix des Casques bleus. «La politique étrangère canadienne vise à éviter des déploiements en prévenant des conflits.»

Il n'est nullement question, au chapitre de la prévention des conflits, de créer une force militaire de maintien de la paix, mais d'engager l'organisation francophone dans des actions de médiation, des missions de bons offices ou des missions d'observation destinées à éviter que des conflits, comme ceux qui ont dégénérés au Rwanda ou au Burundi, ne s'enveniment.

Le Canada cherche, d'une certaine façon, à transposer en Francophonie les points de vue qu'il défend au sein du Commonwealth. Le Canada pense que si l'organisation qui regroupe les anciennes colonies britanniques a pu intervenir avec succès pour favoriser la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, la Francophonie pourrait faire de même dans des pays francophones.

La résolution qui sera proposée devra cependant tenir

compte des susceptibilités africaines. Ainsi, le Canada doit tenir compte de l'existence au sein de l'Organisation de l'Union africaine (OUA), depuis 1993, d'un mécanisme de détection, de prévention et de gestion des conflits sur le continent noir.

Lors d'une rencontre préparatoire tenue à Ottawa fin septembre, les participants se sont informellement entendus pour que, au sommet de Cotonou, les chefs d'Etat et de gouvernement «réitérent» le rôle de la Francophonie dans la prévention des conflits et aussi «leur volonté de contribuer au renforcement de l'OUA dans ce domaine».

Les participants, principalement des Africains, ont fait valoir que la Francophonie, par ses programmes de coopération et de soutien à la mise en place de régimes démocratiques, d'appui à la tenue d'élections libres ou de support à la création d'institutions solides dans le domaine de l'administration de la justice, contribue déjà à la prévention des conflits. Le Québec est de ceux qui rappelleront, au sommet, cette contribution.

Les Africains sont préoccupés d'éviter que l'OUA et la Francophonie n'entrent en concurrence.

A cette réunion de septembre, le ministre canadien des Affaires étrangères, André Ouellet, a suggéré que le sommet adopte une déclaration solennelle sur le sujet et crée un comité ministériel restreint pour soutenir des initiatives dans ce domaine. Il propose d'appuyer les efforts de l'Assemblée des parlementaires de langue française en ce sens.

La nomination d'un secrétaire général de la Francophonie, comme il en existe un au Commonwealth, pourrait faciliter l'intervention rapide de la Francophonie dans des initiatives de médiation ou de bons offices destinées à éviter la propagation de conflits encore à l'état embryonnaire.

Au volet politique, les chefs d'Etat et de gouvernement devraient s'entendre pour resserrer le nombre de champs d'intervention de la Francophonie ainsi que préciser les règles d'adhésion des nouveaux membres. Deux nouveaux membres seront admis: la Moldavie et Sao Tome et Principe.

Le Canada souhaite, par ailleurs, au volet économique du sommet, promouvoir ses propositions de réformes des institutions financières internationales que sont le FMI et la Banque mondiale qu'il avait appuyées à la réunion du G-7, à Halifax, et pour lesquelles il avait obtenu la collaboration du président français Jacques Chirac.